

Lettre Ouverte

Monsieur Jean Lemierre
Président
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
One Exchange Square
Londres EC2A 2JN
Royaume-Uni

16 mai 2002

Monsieur le Président,

Par ce courrier, nous désirons vous faire part de notre préoccupation profonde en ce qui concerne le choix de Tachkent, Ouzbékistan, comme lieu de réunion annuelle de la BERD pour l'année 2003 et pour vous demander de changer le lieu de cette réunion à moins que le gouvernement ouzbek **ne** fasse des progrès réels visant à **respecter les principes** contenus dans l'article 1 de « l'Accord établissant la Banque européenne pour la reconstruction et le développement » de la Banque (ci-après « l'Accord »).

Depuis son adhésion à la BERD il y a 10 ans, la transition du communisme de l'Ouzbékistan a engendré un gouvernement autoritaire profondément hostile à la démocratie. La plus récente **Stratégie de pays** de la Banque, adoptée en mars 2001, a **conclu** que « il n'y a guère eu de changement dans la transition politique en Ouzbékistan depuis l'adoption de la dernière stratégie de pays en 1998 ». Elle a remarqué que les réformes économiques étaient lentes ou au point mort et que « le **rythme** de la transition vers la démocratie était tout aussi lent, et que de graves inquiétudes subsistaient concernant le développement d'une réelle démocratie multipartite, d'une société pluraliste et du respect des droits de l'homme ».

Le gouvernement ouzbek s'est engagé à se conformer à l'article 1 de l'Accord mais a empêché l'apparition d'une démocratie multipartite et a étouffé la voix du pluralisme. Ces tendances n'ont pas évolué durant l'année écoulée depuis l'adoption de la stratégie de 2001. Les partis d'opposition sont bannis, leurs activistes et leaders sont exilés, emprisonnés, harcelés ou tabassés, tant à l'étranger qu'en Ouzbékistan.

Les élections sont vides de sens. Par exemple, huit ans après l'adhésion de l'Ouzbékistan à la BERD, l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a refusé d'envoyer des observateurs aux élections parlementaires de 1999 parce qu'elles n'étaient ni libres ni équitables. Elles proposaient aux électeurs cinq partis progouvernementaux qui n'exprimaient aucun désaccord avec les politiques du gouvernement ; le président Karimov lui-même a admis qu'il ne voyait aucune différence entre eux. L'unique candidat aux élections présidentielles de 2000 qui a eu le droit de solliciter des votes était un partisan affiché des politiques et de la gouvernance du président et il a déclaré pendant la campagne qu'il avait l'intention de voter pour le président en exercice, le président Karimov. C'est le 27 janvier de cette année, pendant que le président Karimov recevait une délégation de haut niveau de fonctionnaires américains en visite à Tachkent, que ses fonctions furent prorogées jusqu'en 2007 par le biais d'un référendum qui, une fois de plus, n'était qu'une parodie du processus démocratique du pays. Plus récemment, le 5 avril, le parlement

ouzbek a voté pour confirmer l'extension courante de l'exercice des fonctions du président Karimov jusqu'en 2007 et peut-être pour lui donner la possibilité d'être élu pour un autre exercice de sept ans.

La stratégie de pays de mars 2001 de la BERD précisait que, en août 2001, « l'incursion de militants islamistes armés [...] avait renforcé la conviction des autorités que la stabilité intérieure était menacée et qu'elles avaient introduit des mesures pour faire face aux menaces extérieures à la sécurité. Il est néanmoins essentiel que cette stabilité ne soit pas atteinte aux dépens d'une diminution du respect du processus démocratique et de l'autorité de la loi. »

Le gouvernement n'a pas respecté ce principe. Il n'a apparemment tenu aucun compte ni des inquiétudes de la Banque ni de la recommandation des Nations unies selon laquelle devaient être décriminalisées les organisations religieuses non agréées perçues par le gouvernement comme étant hostiles à sa politique. Au lieu de cela, le gouvernement s'est servi du prétexte de l'insurrection pour harceler et emprisonner des milliers de personnes pour leur pratique de l'Islam hors du cadre des institutions religieuses réglementées par le gouvernement et pour leur affiliation à des organisations islamiques non agréées. Human Rights Watch [[l'Observatoire des droits de l'homme](#)] a documenté plus de 800 cas de ce genre depuis 1999. Les accusés sont souvent tenus au secret, torturés et privés d'avocat. Lors de procès ne pouvant guère être considérés équitables, les juges ne tiennent d'habitude pas compte des allégations de torture et ont condamné les accusés à une peine de détention de quinze à vingt ans pour leur possession ou leur diffusion de documentation religieuse non approuvée, leur **participation** à des organisations religieuses non officielles et leur adhésion à un idéal religieux considéré hostile à l'état. Le gouvernement n'est pas revenu sur cette campagne ; rien que ces deux derniers mois, au moins cinquante personnes, y compris des membres des familles de prisonniers religieux ont été détenues, jugées ou récemment déclarées coupables à Tachkent et Ferghana, uniquement pour leurs affiliations et pratiques religieuses. Les services de sécurité du gouvernement ont également **détenu** et harcelé les membres des familles des accusés, les soumettant parfois à des rassemblements de haine de type stalinien pour les ostraciser de leurs communautés.

Lors de son adhésion à la BERD, l'Ouzbékistan s'est engagé à faire respecter l'autorité de la loi. L'usage répandu de la torture dans tout le système de justice criminelle de l'Ouzbékistan constitue un inquiétant exemple de la défaillance du gouvernement à cet égard. Dans un rapport de décembre 2000, Human Rights Watch a documenté des douzaines de cas de torture, et quinze morts en détention qui étaient apparemment le résultat de la torture. Durant cette dernière année, nous avons documenté sept morts en détention préventive qui seraient le résultat de la torture. Le gouvernement ouzbek a omis de rendre la police et les forces de sécurité responsables de leurs actes de torture et encourage même tacitement la torture à travers sa diffusion de « confessions » publiques de prisonniers politiques comme instruments de propagande politique. Bien qu'une décision marquante prise par un tribunal de Tachkent le 30 janvier 2002 ait condamné quatre policiers ouzbek à vingt ans de prison chacun pour avoir torturé un homme à mort en octobre 2001, de nombreux autres policiers et membres des services de sécurité dont les actions méritent le même genre d'examen rigoureux restent en liberté et continuent à occuper leurs postes. Plusieurs organismes internationaux de surveillance, y compris le comité des Nations

unies contre la torture, ont exprimé leur inquiétude concernant le grand nombre de plaintes de torture ou de mauvais traitements en Ouzbékistan ainsi que du manque de responsabilité pour de tels abus. De plus, bien qu'un certain nombre de prisonniers politiques et religieux aient été libérés ces derniers mois, nous avons reçu de nombreux rapports selon lesquels les prisonniers doivent signer des documents reniant leurs convictions et leur foi, ceux qui refusent de signer étant soumis à un redoublement de torture et à de représailles.

Une presse libre est une institution critique dans une démocratie. Mais en Ouzbékistan, le gouvernement contrôle les médias de près par le biais d'une censure de style soviétique, préalable à la publication. La critique de la politique du gouvernement, de la corruption, du gaspillage, du chômage, des mesures de répression contre l'Islam indépendant, et d'autres sujets n'est pas tolérée. Ceux qui impriment ou distribuent des journaux ou des bulletins sont soumis à de lourdes sanctions criminelles. Les organisations civiques réellement indépendantes du gouvernement ne peuvent pas exister.

Dans cet environnement étouffant, les défenseurs des droits de l'homme en Ouzbékistan sont fréquemment la seule source d'informations sur les pratiques du gouvernement au niveau du pluralisme et de l'autorité de la loi. Les activistes des droits de l'homme ont néanmoins été menacés. Ces dernières années, le gouvernement a emprisonné au moins trois activistes ; l'un des trois est mort en détention en juillet 2001 après avoir été torturé ; les deux autres ont été relâchés. Le printemps dernier, une autre activiste a été détenue contre sa volonté dans un hôpital psychiatrique, une effrayante reprise des pratiques soviétiques. En mars 2002, au bout de cinq ans de demandes répétées, le gouvernement a agréé l'Organisation indépendante des droits de l'homme d'Ouzbékistan mais plusieurs autres groupes attendent toujours d'être agréés.

L'an dernier, lors de la réunion annuelle de la BERD, vous avez remarqué que la transition et la croissance durable avaient «été très efficaces là où la démocratie s'était le mieux implantée », et qu' «il était essentiel pour tous les pays d'entretenir les mécanismes donnant une réelle application aux principes de la démocratie ». Human Rights Watch estime que le fait d'octroyer la réunion annuelle de 2003 à l'Ouzbékistan mettrait gravement en doute l'engagement de la Banque envers les principes formulés dans l'article 1 de son Accord ; ce choix saperait également les efforts de ceux qui s'efforcent, tant au sein de l'Ouzbékistan que dans la communauté internationale, de faire savoir de façon cohérente au gouvernement ouzbek l'urgence d'abandonner des pratiques autoritaires et de respecter la loi. Sans l'insistance de la Banque sur sa conformité à l'article 1, le gouvernement pourrait se servir du prestige que lui apporte la réunion pour esquiver les critiques formulées contre ses actions, ce qui retarderait encore plus les perspectives d'une réforme positive si nécessaire.

Les pièces jointes à cette lettre fournissent une documentation détaillée de la non-conformité du gouvernement à l'article 1. A moins que la situation ne s'améliore considérablement en Ouzbékistan, nous estimons qu'y tenir la réunion serait à l'encontre de notre but. Entre temps, la banque devrait profiter de cette occasion pour inciter le gouvernement ouzbek à entreprendre des réformes profondes.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces propos et nous aimerions avoir la possibilité de discuter des points de référence que devrait stipuler la Banque au gouvernement ouzbek afin que Tachkent puisse être un lieu approprié pour la réunion annuelle.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Albanian Helsinki Committee
Association "Green Alternative," Georgia
Azerbaijan Journalists Confederation
Azerbaijan Journalists' Trade Union
Bulgarian Helsinki Committee
Bureau on Human Rights and Rule of Law, Kyrgyzstan
CEE Bankwatch Network
Center for Democracy and Pluralism, Uzbekistan
Center for Environmental Public Advocacy, Slovak Republic
Center for Legal Analyses-Kalligram Foundation, Slovak Republic
Center for the Development of Democracy and Human Rights, Russia
Centre for Democratic Initiatives, Uzbekistan
Civic Assistance Committee, Russia
Clubul Ecologic "Transilvania," Cluj-Napoca, Romania
Committee of Juridical Assistance to Prisoners, Uzbekistan
Counseling Centre for Citizenship, Civil and Human Rights (Poradna), Czech Republic
Czech Helsinki Committee
Energy Club Hungary
Environmental Policy Centre, Russia
Environmental Press Center, Macedonia
ETK, Hungary
European Roma Rights Center
Ez'gulik, Uzbekistan
Finnish Helsinki Committee
Friends of the Earth International
Friends of the Earth, Estonia
Friends of the Earth, United States
Greek Helsinki Monitor
Helsinki Committee for Human Rights of the Republic of Macedonia
Hnuti Duha/ Friends of the Earth, Czech Republic
The Human Rights Center of Azerbaijan
Human Rights Society of Uzbekistan
Human Rights Watch
Hungarian Helsinki Committee
Independent Human Rights Organization of Uzbekistan
International Federation for Human Rights (FIDH)
International Helsinki Federation for Human Rights
International League for Human Rights
Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law
Landmines Struggle Center, Egypt
Legal Aid Society, Uzbekistan
Mazlum, Uzbekistan

Moscow Helsinki Group, Russia
Memorial, Russia
National Association for Rural Development of Moldova "Oikos," Moldova
National Ecological Centre of Ukraine
Netherlands Helsinki Committee (NHC)
NIMFEA Environment and Nature Conservation Association, Hungary
Nonprofit PR-Centre "Citizen," Russia
Proaktiva, Macedonia
Romanian Helsinki Committee (APADOR-CH)
Union of Independent Journalists, Uzbekistan
The World Organization against Torture (OMCT)
Youth EcoCenter of Tajikistan